

Investir dans la Formation Agricole et Rurale (FAR) c'est construire l'avenir.

Introduction

Tout d'abord, j'adresse mes sincères remerciements à Jean-Marie et à votre association pour votre invitation et de me donner l'occasion de partager avec vous quelques réflexions sur la formation agricole et rurale en Afrique.

De quelle fenêtre je parle : je suis directeur de l'Institut des régions chaudes de l'Institut Agro Montpellier, un établissement qui forme des ingénieurs agronomes dédiés aux problématiques de développement agricole et rurale en Afrique. 30 % de nos étudiants sont africains. Je suis également secrétaire exécutif d'un Réseau international sur la FAR, qui regroupe 18 pays. Ce réseau est soutenu par l'AFD depuis une quinzaine d'années.

Je vais articuler mes propos autour de trois points :

- 1/ Rappeler quelques éléments de contexte et les principaux enjeux ;
- 2/ Aborder l'impérieuse nécessité d'investir dans la FAR ;
- 3/ Partager avec vous, ce que nous essayons de faire dans le cadre de nos activités au sein du Réseau International FAR.

I. ELEMENTS DE CONTEXTE ET ENJEUX

- **La moitié de la population mondiale** vit en zones rurales ;
- Dans les décennies à venir, le poids de la démographie continuera d'impacter fortement **les territoires ruraux**, notamment en Afrique subsaharienne où la population rurale augmente de **2,7%** chaque année ;
- L'agriculture représente **en moyenne 20% du PIB** et dépasse les 40% dans certains pays comme le Togo ou la République Centrafricaine ;
- **Le secteur agricole emploie 60% de la population active**, et fournit un moyen de subsistance à une multitude de producteurs dans les zones rurales ;
- **450 millions d'emplois sont nécessaires en Afrique d'ici 2050.**

Outre la fonction de base d'assurer la sécurité alimentaire des populations, **le secteur agricole et l'économie agro-alimentaire ont aussi pour fonction de :**

- **d'accroître les ressources en devises des États par les exportations ;**
- **contribuer à la protection des ressources naturelles dans le cadre d'une agriculture durable ;**
- **créer de l'emploi décent pour absorber une partie des 13 millions de jeunes qui, dans le continent africain, arrivent chaque année sur le marché du travail.**

Si la production agricole occupe une place très importante en milieu rural, **elle reste fragile et fait face à de nombreuses difficultés :**

- **La faible productivité agricole** constitue un des principaux obstacles à la sécurité alimentaire des pays. Elle s'explique en grande partie par le faible niveau de qualification des producteurs, et encore plus des productrices ;
- Les conditions de travail précaires sont accentuées par **l'absence de services essentiels** (éducation, santé, infrastructures, énergie, eau...) ;
- **La vision archaïque et traditionnelle du métier d'agriculteur** contribue largement au **manque d'attractivité des métiers agricoles ;**
- **Les difficultés d'accès aux moyens de production**, notamment le capital et le foncier, et particulièrement pour les femmes et les jeunes, renforcent le désintérêt des jeunes générations ;
- **La surexploitation des ressources naturelles**, dans un contexte de forte croissance démographique, accentue les conflits d'usage et les effets liés au changement climatique.

L'agriculture familiale qui domine très largement le secteur est elle-même très hétérogène : une partie est dans une transition rapide,

Une autre est confrontée aux pires difficultés (insécurité foncière et hausse de la pauvreté ; dégradation des structures d'exploitation ; ressources surexploitées ; changement climatique ; augmentation de la pression démographique ; insécurité chronique, etc.).

Le maintien et le développement compétitif de cette agriculture familiale est une des réponses aux enjeux sociétaux actuels.

II/ NECESSITE D'INVESTIR MASSIVEMENT DANS LA FAR

La Formation agricole et rurale (FAR) constitue donc indéniablement un des facteurs contribuant au développement des zones rurales dans les pays africains, en favorisant :

- l'accès à l'éducation et à la formation ;
- l'amélioration de la productivité agricole et sécurité alimentaire ;
- le développement d'activités génératrices de revenus et d'un travail décent pour les exploitations familiales et les jeunes ;
- former les exploitants agricoles pour qu'ils puissent s'adapter aux profondes mutations du secteur et améliorer leur productivité ;
- préparer les futures générations d'exploitants agricoles en formant les jeunes et créer de l'emploi en milieu rural en améliorant l'attractivité des métiers.

Pour répondre aux enjeux évoqués et aux besoins identifiés, il s'avère nécessaire :

- **d'accompagner la rénovation des dispositifs de FAR existants** qui - le plus souvent - sont inadaptés aux besoins et aux contraintes de la population rurale, tant sur l'aspect qualitatif que quantitatif
 - Quasi disparition de la FP des agriculteurs → il en est résulté des **ratios inter catégoriels totalement aberrants au détriment des producteurs** (dans certains pays on forme plus ingénieurs que de producteurs !);
 - Formations techniques et supérieures sont parfois déconnectées des réalités de terrain ;
 - Le personnel a rarement accès à des formations continues ;
 - Absence de coordination des actions dans le cadre d'une politique agricole nationale et d'une stratégie nationale de FAR ;
 - Les budgets alloués sont faibles et avec une forte compétition budgétaire ;
 - Les décideurs et les bailleurs doutent sur les retours sur investissement.
- **Une telle rénovation requiert la mise en œuvre d'une approche FAR intégrée, qui prend en compte à la fois la formation professionnelle initiale et continue, l'apprentissage, les compétences de base, la formation de masse, l'enseignement supérieur et la recherche ;**
- **Ces dispositifs se doivent de cibler l'ensemble des filières du secteur agricole, des services amont en passant par la production jusqu'à la transformation et la commercialisation, tant dans les secteurs formel qu'informel ;**
- **Ils se doivent également d'intégrer le continuum formation–installation des jeunes mais également le conseil agricole aux exploitations familiales ainsi que les appuis à leurs organisations professionnelles ;**
- **Ces rénovations doivent être soutenues fortement par les partenaires techniques et financiers, par des interventions coordonnées, et dimensionnées à la hauteur des enjeux évoqués.**

La FAR fait partie des outils incontournables pour accompagner au mieux les transitions agro-écologiques.

Les pays africains ont plus que jamais besoin de dispositifs d'enseignement, supérieur, technique et professionnels agricole forts capables :

- Former les ingénieurs, les techniciens, les exploitants et futurs exploitants agricoles et leurs organisations professionnelles, et répondre aux besoins en compétences de l'amont et de l'aval du secteur agricole et rural ;
- Assurer l'attractivité des métiers agricoles et ruraux et permettre aux familles rurales d'accéder à un niveau de vie décent ;
- Faciliter l'insertion professionnelle et sociale des nouvelles générations ;
- Promouvoir la croissance durable de la production agricole, dans le cadre de pratiques respectueuses de l'environnement.

3/ NOS INTERVENTIONS DANS LE CADRE DU RESEAU FAR

Face à ces situations contrastées et au regard des défis à relever, le Réseau FAR (quelques mots sur le Réseau FAR) :

- constitue avant tout un outil opérationnel au service de la formation agricole et rurale ;
- favorise le dialogue entre les acteurs politiques, le monde professionnel, les structures de formation, et les collectivités territoriales afin d'améliorer la production agricole et la sécurité alimentaire ;
- s'est structuré autour d'une expertise internationale de qualité (Expertise sud-sud) qu'il mobilise auprès de ses réseaux nationaux, internationaux et partenaires techniques et financiers : appui-conseil, appui à la réforme des politiques FAR, production de connaissances utiles à l'action, ateliers de renforcement de capacités, guides méthodologiques, ingénierie de formation et rénovation des curricula en inoculant l'AE, etc. ;
- place la formation agricole et rurale au cœur des politiques publiques et accompagne les pays pour adapter les dispositifs de FAR à leurs enjeux nationaux, régionaux et internationaux.

Nos appuis et recommandations en matière de rénovation des dispositifs et dans la prise en compte de la transition agroécologique, auprès de nos membres, visent à activer plusieurs leviers :

Au niveau des dispositifs de la FAR :

- Nécessité de mettre des stratégies nationales de la FAR pour permettre au secteur de remplir ses fonctions et faire face aux transitions (décloisonner) ;
- Concevoir des dispositifs enracinés dans le tissu professionnel local et avec un véritable ancrage territorial ;
- Mettre l'accent sur la formation des producteurs en activité (d'une démarche prescriptive vers une démarche plus participative → Permettre aux producteurs de développer des stratégies et de nouvelles capacités d'adaptation face à ces changements → la question fondamentale est « comment construire avec les intéressés des actions qui répondent à leurs attentes » ; autrement dit, « Comment les rendre acteurs de leur développement et les associer dès la conception des actions »).
- Nécessité de mettre en place une formation professionnelle agricole et rurale de base et de masse visant la totalité de la jeunesse rurale des deux sexes ;
- L'insertion des jeunes → un enjeu majeur → Cf. Cameroun/AFOP
 - Elle constitue une condition du renouvellement des agricultures familiales et de l'accompagnement des transitions ;
 - Une clé du développement des territoires ;
 - Un défi majeur pour le marché du travail.
- La formation de formateurs est cruciale (Cf. Bénin, Burkina Faso, projet de Master MIFAR entre

ENA, ENSETP-UCAD et Montpellier SupAgro) ;

- Privilégier les interactions et les synergies, entre les différents dispositifs et entre les différents maillons d'un dispositif de formation (Cf. séminaire de Saly avec ROPPA 3AO CEDEAO PAE) → Continuum des dispositifs et des apprentissages ;
- Plaidoyer pour le financement de la FAR → recours à l'économie de la formation → retour sur investissement (Cf. exemple AFOP).

→ Ingrédients à réunir en matière de formation et de pédagogie

Il s'agit à ce niveau de :

- **Diversifier les situations et pédagogiques** (théorie, pratique, les formations actions, le recours aux stages, apprendre par le faire, valoriser les initiatives et les expériences, l'apprentissage collaboratif, etc.)
- De **diversifier les méthodes** : l'apprentissage actif, la classe inversée, l'apprentissage par problèmes, l'apprentissage par projet, etc.
- Les porteurs de projets devront pouvoir **construire leurs apprentissages en lien avec leurs projets**.

CONCLUSION

Si la formation des cadres/ingénieurs et techniciens est importante et ne doit pas être négligée, celle des jeunes et des producteurs/trices est tout aussi stratégique et primordiale pour accompagner la transformation des agricultures familiales et prendre en compte les transitions en cours.

L'essentiel des efforts, pour obtenir des impacts à l'échelle de l'économie nationale, doit maintenant porter sur la formation professionnelle des producteurs en milieu rural.

L'enjeu est de conduire une révolution agricole caractérisée par l'accroissement des productivités de la terre, du travail et du capital, tout en protégeant la biodiversité et l'environnement dans une période historique de temps très courte.

La complexité, la démesure et l'imprévisibilité à moyen terme des mutations en cours imposent **un investissement fort dans le renforcement des capacités**, et ce dans la **totalité** des ressources humaines pour les transformer en **capital humain**.